

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 7 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LORCA**

rue du trou aux serpents  
57000 Metz

Références : METZ\_LORCA\_2022-04-05\_RAPVI\_EBK\_23787 (2)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement LORCA implanté rue du trou aux serpents 57000 METZ. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORCA
- rue du trou aux serpents 57000 Metz
- Code AIOT dans GUN : 0006201563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La coopérative LORCA, située sur le nouveau port de Metz, est autorisée au titre de la rubrique n°2160-2-a (190 000 m³). Elle exploite également un silo soumis à déclaration au titre de la rubrique n°2160-1-b (13 333 m³). Ces silos sont considérés comme "sensibles" car il s'agit de silos portuaires et ils présentent des zones d'effets pouvant impacter des tiers.

En application de la réglementation des installations classées, l'établissement est réglementé notamment par :

- l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-272 du 13 octobre 1999 modifié ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des risques accidentels (incendie/explosion) ;
- formation du personnel ;
- installations électriques ;
- suivi des accidents et incidents ;
- propreté des installations.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article VII.5	/	Sans objet
Prévention des risques d'explosion et d'incendie (inst. électrique)	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans de l'installation	Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article I.5 (partiel)	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
Prévention des risques d'explosion et d'incendie (courants vagabonds)	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)	/	Sans objet
Déclaration incidents/accidents	Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article I.7	/	Sans objet
Propreté et nettoyage de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Mesures préventives visant à éviter un auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués mettent en évidence des non-conformités pour :

- les colonnes sèches ;
- les installations électriques.

L'inspection ne propose pas de suite administrative en l'état, compte tenu des actions engagées par l'exploitant pour se mettre en conformité.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dans les délais précisés dans les points de contrôle, les justificatifs relatifs aux constats listés ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Plans de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article I.5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tiendra à jour un plan d'ensemble des installations du site qu'il mettra à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées à l'occasion de chacune des visites de ce dernier.
<b>Constats :</b> Vu : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan général du site, ainsi que les plans détaillés par silo et par étage identifiant notamment les différentes zones de risques (ATEX) ;</li> <li>• le report des plans détaillés à l'entrée de chaque étage sur le silo 7.</li> </ul> Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article VII.5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]</p> <p>Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, seront en rapport avec l'importance des installations et comporteront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs adaptés aux risques et maintenus en état de fonctionnement, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des bouches d'incendie. Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs seront matérialisés sur les silos et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). L'exploitant s'assurera que le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits. Les sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</li> </ul> <p>L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est indépendant du réseau d'eau industrielle.</p> <p>Prescriptions connexes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide silo de 2008 et norme NFS 61-750 (colonnes sèches)</li> </ul> <p>Le guide silo de 2008 établissant l'état de l'art précise en page 58/72 la référence pour les colonnes sèches à la norme NF S 61-750 (qui a depuis été remplacée par la NF S 61-759). La norme NFS 61 759 prévoit des essais hydrostatiques annuels des colonnes sèches (point 6.4), un contrôle hydraulique en régime d'écoulement tous les 5 ans (point 6.5) et un contrôle hydrostatique décennal (point 6.6).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Extincteurs</u></p> <p>Vu les rapports de janvier et mars 2022 relatifs aux interventions de la société assurant l'entretien des 141 extincteurs présents sur le site. Des observations sont formulées dans les rapports du prestataire et les actions correctives identifiées (remplacement de certains extincteurs notamment). L'exploitant s'est engagé à suivre les recommandations du rapport .</p> <p>Vu par échantillonnage, au niveau du silo 7, 3 extincteurs contrôlés en 2022.</p> <p><u>Poteaux incendie</u></p> <p>Vu le rapport du contrôle réalisé le 21/09/2021 pour la société des nouveaux ports de metz, sur les 14 poteaux incendie desservant le site : sans observation.</p> <p><u>Colonnes sèches</u></p> <p>Vu le rapport du 13/09/2019 relatif aux vérifications réalisées sur les 7 colonnes sèches du site. Le compte-rendu fait état de plusieurs non-conformités, par rapport à la norme NFS 61 759, sur plus de la moitié des colonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- structurelles au niveau du raccord d'alimentation (écart de hauteur et/ou d'orientation du raccord),</li> <li>- absence de signalisation/repérage</li> <li>- absence de bouchons au niveau des prises d'incendie de la colonne sèche de LORCA 3, dont la présence est obligatoire.</li> </ul> <p>Le rapport ne conclut pas à la non-opérationnalité des colonnes malgré la présence de non-conformités et l'exploitant indique ne pas avoir entrepris de démarches pour lever les non-conformités suite au contrôle de 2019.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande daté du 23/03/2022 relatif au prochain contrôle des colonnes sèches qui aura lieu le 7 avril 2022.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Extincteurs</u> : L'inspection demande à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection, sous 30 jours, les éléments justifiant la mise en oeuvre des actions correctives identifiées lors du contrôle.</p> <p><u>Colonnes sèches</u> : Au regard des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. L'inspection demande à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection, sous 60 jours, le rapport d'intervention de l'organisme qui effectuera le contrôle et l'ensemble des éléments justifiant le retour à la conformité. Cela pourra nécessiter la mise en oeuvre de travaux sur les colonnes sèches.</p> <p>Ces points pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade

**Nom du point de contrôle : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Vu la note de mars 2017 désignant nommément les personnes en question et les formations suivies par ces dernières : sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie (inst. électrique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie (inst. électrique)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : [...] - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Vu le rapport de l'APAVE n°R2131484-5-1 relatif au contrôle de l'installation électrique (Q18) du 11/06/2021 (intervention du 2 au 4 juin 2021). Le rapport conclut à une non-conformité majeure qui "peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion" : infiltrations d'eau dans le local transfo depuis 2019. Il fait par ailleurs état de poussières dans ce même local. Par courriel du 30/03/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande signé (30/03/2022) pour la réalisation des travaux nécessaires au retour à la conformité.
<b>Observations :</b> Suite aux actions de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas donner de suites administratives à ce stade. L'inspection demande à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection, sous 30 jours, copie du rapport d'intervention justifiant la réalisation des travaux et, sous 90 jours, copie du prochain rapport annuel de contrôle de la conformité électrique justifiant le retour à la conformité. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade



**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques d'explosion et d'incendie (courants vagabonds)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie (courants vagabonds)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; [...]
<b>Constats :</b> Vu le rapport n°2172510-1-1 du 27/05/2021 traitant, entre autres, de l'électricité statique et des éventuels courants vagabonds : sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article I.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration incidents/accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout incident grave ou accident devra être signalé, dans les meilleurs délais, à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remettra, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Vu le rapport de l'exploitant du 2 juillet 2021 : pas d'accident ou d'incident entre le 01/07/2020 et le 30/06/2022 : sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Propreté et nettoyage de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté et nettoyage de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p><b>Constats :</b> Vu le registre de ronde et de nettoyage (mensuels généralement puis hebdomadaires en période de récolte) tenu à jour.</p> <p>La dernière ronde date du 16 mars 2022. Elle liste l'ensemble des points qui doivent faire l'objet d'un nettoyage dans un délai calculé sur la base des enjeux (coefficients donnés en fonction du niveau de poussière et de sa localisation). Des actions de nettoyage ont été réalisées depuis le 16 mars et d'autres sont à réaliser dans des délais indiqués dans le registre.</p> <p>Le site est équipé d'un réseau d'aspiration centralisé relié sur les systèmes de filtration des silos. Lors de la visite des silos 7 et 3, l'inspection a constaté localement la présence de poussières ou de grains, que l'exploitant s'est engagé à nettoyer.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures préventives visant à éviter un auto-échauffement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures préventives visant à éviter un auto-échauffement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures du taux d'humidité à l'arrivée de la marchandise ;</li> <li>• le suivi en temps réel, en salle de contrôle, de la température dans les différentes cellules (avec des enregistrements hebdomadaires).</li> </ul> <p>Pour des raisons de qualité, la température est maintenue, dans la mesure du possible, en dessous d'un seuil défini et un seuil d'alerte est établi.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

